

## **Compte rendu : réunion du vendredi 14 octobre 2005**

### **Entre le collectif des parents et la mairie de Villeneuve-lès-Bouloc**

Le Conseil Municipal était représenté par 6 personnes (le maire, les 3 adjoints et deux conseillères), preuve de son engagement dans notre dossier.

Rappelons que le maire était seul lors de la rencontre de juin, et qu'il n'était accompagné que de deux personnes lors de celle de septembre.

La directrice de l'école – Mme Vilotte – était aussi présente.

Nous étions de notre côté moins bien représentés que lors de la réunion précédente. Les parents étaient au nombre de onze, dont quatre membres actifs de l'APE (Association des Parents d'Élèves). Par ailleurs, une personne s'est présentée comme neutre.

La réunion a commencé vers 19h et a duré environ 1h30.

Nous avons présenté notre travail, c'est à dire le dossier complet de création d'un CLSH (Centre de Loisirs Sans Hébergement), pour les mercredis à partir de janvier 2006 et les vacances scolaires à partir de la rentrée 2006, comprenant :

- un projet éducatif
- un projet pédagogique
- un règlement intérieur
- une annexe précisant les tarifs
- le budget avec plusieurs variantes en fonction du nombre d'enfants (simulations de 24 enfants au minimum à 48 enfants au maximum)
- l'imprimé de demande d'agrément auprès de la Direction Départementale "Jeunesse et Sports".

Tous ces documents ont été fournis en plusieurs exemplaires afin que chacun puisse y faire référence. Ils sont par ailleurs disponibles dans les archives de la liste de diffusion, et bien entendu, seront fournis directement à toute demande.

Suite à notre présentation, les élus ont présenté leur travail. Toute la suite de la réunion y a été consacrée. Nous ne sommes pas parvenus à revenir sur nos documents.

Leur proposition consiste à ne pas commencer par l'ouverture d'un CLSH, considéré comme non-nécessaire, l'important étant de trouver une solution pour les enfants du village les mercredis.

Aucun document n'a été fourni.

Au vu de leur communication, il semblerait que Mr Vilotte était le seul dépositaire des chiffres. Il a cité les montants suivants :

- coût total pour la municipalité 7500 à 8000 euros par an.
- tarifs : 11,50 euros/enfant/jour et 7,50 euros/enfant/demi-journée, repas de midi et goûter compris (pour mémoire, nous proposons les mêmes tarifs qu'à Bouloc, c'est à dire 9,50/enfant/jour et 6,55/enfant/demi-journée, repas de midi compris).
- Paiement forfaitaire au trimestre

Parmi les chiffres cités par Mr Vilotte, il convient de préciser le prix de revient d'un repas à la cantine qu'il avait cité lors de la précédente réunion et que nous avons intégré dans notre budget : 4,25 euros/repas.

La capacité maximale proposée sera de 24 enfants les mercredis libérés et de 36 enfants les mercredis après-midi.

La garderie accueillera les enfants les mercredis après-midi de 12h à 18h45, étant précisé que la garderie fermera à 18h s'il y a moins de 12 enfants.

Les personnels pressentis pour l'animation sont Maryse (ATSEM en maternelle), Marie-Hélène (qui s'occupe de la garderie élémentaire) et Christine (qui assure actuellement le service de la cantine).

Les locaux utilisés seront l'ancienne maternelle, ainsi que le dortoir de la nouvelle maternelle.

La proposition consiste à ouvrir une "garderie", pour les mercredis après-midi, et ce dès début novembre. La date de début novembre apparaît à tous comme excellente, mais le format "uniquement les mercredis après-midi" reste en deçà des demandes faites par le collectif qui voulait évidemment offrir le service les mercredis libérés après les vacances de Noël, et pendant les vacances scolaires, dès la rentrée 2006.

Diverses discussions (hélas un peu brouillonnes) ont eu lieu autour de plusieurs thèmes :

- "Monter un CLSH, c'est compliqué".

Nous avons rappelé que l'énorme majorité des villes et villages qui proposent un système de garde des enfants les mercredis, le font avec un CLSH. Il nous apparaît donc que ne pas utiliser ce type de structure, nous prive de l'expérience des autres collectivités.

- Travailler sur un tel projet prend beaucoup de temps, soirées et week-ends, alors que le conseil municipal est constitué en majorité de bénévoles.

Nous avons rappelé que nous étions nous aussi bénévoles sur ce projet et que par ailleurs, le conseil municipal a été élu pour travailler sur les sujets qui intéressent notre collectivité.

- Une subvention de la CAF (Caisse d'Allocations Familiales) n'est pas nécessaire pour rendre un service de qualité.

Nous avons répondu qu'évidemment, ce n'est pas la subvention de la CAF qui fera la qualité du service. Par contre, les prix proposés par la mairie sont de 2 euros par jours plus élevés que ceux que nous évaluons dans notre budget. Ce montant est inférieur aux subventions proposées par la CAF qui sont de 2,68 euros/enfant/jour.

- Le montant de 11,50 euros par jour n'est pas négociable à la baisse.

Devant une telle fermeté dans le discours, il n'était pas nécessaire d'approfondir. Nous avons donc acté que, du point de vue du conseil municipal, la participation des parents ne peut qu'être supérieure, ou au mieux égale aux tarifs annoncés.

- Le conseil municipal votera mardi prochain (18 octobre) la mise en place d'une garderie dès début novembre.

Nous avons demandé si ce vote prévoit également l'ouverture de la garderie les mercredis libérés à partir de début janvier. Il nous a été répondu que non, ce n'est pas nécessaire. Le conseil municipal se réunira sur ce thème ultérieurement. Mr Vilotte nous demande de ne pas nous arrêter à ce type de décision et d'avoir confiance en leur volonté d'aller plus loin, c'est à dire d'ouvrir la garderie les mercredis libérés dès début janvier.

- La période de garderie les mercredis après-midi servira de galop d'essai.

Nous avons demandé à ce que le nombre d'enfants présents les mercredis après-midi ne soit pas le seul critère d'évaluation du nombre d'enfants qui viendraient également les mercredis libérés. Il nous

semble en effet que les parents risquent de ne pas être suffisamment satisfaits par une solution qui ne résoud que la moitié du problème de la garde des enfants. Rappelons qu'il y a un à deux mercredis libérés par mois, sans parler des "petites vacances".

- Le conseil municipal est ouvert à un travail commun sur ce dossier.

Nous avons dit combien nous serions heureux d'y participer. Nous avons demandé à ce qu'un rendez-vous soit fixé. Mr Vilotte n'avait pas son agenda. Il s'est toutefois engagé à revenir vers nous pour nous proposer une date "dans la première dizaine de novembre".

**En conclusion, il semblerait que l'idée fasse son chemin :**

- Nous pouvons dire que le conseil municipal est aujourd'hui véritablement conscient de la demande des parents. Nous avons prouvé que cela n'est pas si difficile à mettre en oeuvre, il suffit de le vouloir et d'y travailler un peu (l'ensemble du dossier nécessaire pour l'ouverture d'un CLSH les mercredis a été préparé entre la réunion du 23 septembre et celle du 14 octobre).
- La proposition d'un groupe de travail est ouverte, nous attendons une date.
- Il est regrettable que le conseil municipal n'ait aucune velléité pour un CLSH, se privant ainsi des subventions de la CAF. Il nous faudra sans doute payer la différence. Espérons que cela ne durera pas trop longtemps.
- Le problème posé par cette proposition de garderie est aussi la non possibilité pour les parents d'obtenir une participation de leur Comité d'entreprise et / ou de la CAF.
- Il n'a pas été fait mention du projet éducatif – sur lequel nous avons fait une proposition – et qui est pourtant la base de la différence entre un service de “garderie” et un véritable service d'animation que propose un CLSH.
- Nous restons sur notre faim sur un point majeur : nous sommes entrés avec notre proposition entièrement écrite et diffusée, et ne sommes sortis qu'avec leurs promesses entièrement orales. Nous avons l'impression d'y avoir perdu au change.

Gageons donc, puisque nous n'avons pas le choix, qu'ils iront jusqu'au bout de leurs engagements. Restons vigilants et rappelons à tous deux choses :

- que le prix peut être diminué par une subvention de la CAF qu'il suffit de demander ;
- qu'un véritable service d'animation n'est pas beaucoup plus compliqué à mettre en place qu'une simple garderie.